

« La soif de radicalité



Mitterrand, Hollande et maintenant Macron. Cinquante ans après Mai 68, l'histoire de la gauche au pouvoir s'est écrite en parallèle de sa chronologie de conquête du pouvoir. Comme si la culture de gouvernance n'allait pas de soi et que la revendication serait toujours distincte de la réforme, perçue comme une compromission ou une trahison. Mai 68 a probablement amplifié ce paradoxe tout en favorisant l'ascension d'une génération de révolutionnaires devenue aujourd'hui partie intégrante de l'élite. C'est ce compagnonnage – dans la lutte puis dans l'accompagnement de la prise de responsabilité – que Benjamin Stora, historien de formation, juif d'Algérie, raconte dans son dernier livre. Il dit avoir choisi le contre-pouvoir plutôt que le pouvoir. Et ne rien regretter de ce qu'il a accompli au service des mémoires de l'histoire coloniale. Un hommage sera rendu à son œuvre lors d'un colloque international au Mucem de Marseille, le 31 mai.

Avez-vous le sentiment de vous être trompé ou d'avoir été trompé sur ce qu'a été Mai 68 ?

Peut-être, mais il y a surtout une forme de chagrin. Je me suis engagé dans cette expérience avec une très grande force, une très grande foi et un grand espoir parce que 68

INTERVIEW

BENJAMIN STORA

HISTORIEN,
PRÉSIDENT DU MUSÉE DE L'IMMIGRATION

représentait pour moi une porte d'entrée dans la société française. Je découvrais une France fraternelle et généreuse et je me refusais de voir l'autre France avec ses codes, ses traditions et ses héritiers. Je pensais en fait qu'on était tous égaux dans la révolution et l'engagement politique, qu'on partageait tous le même idéal et que cet engagement gommait les appartenances de classe, les origines identitaires de chacun, un peu comme avec les blouses grises à l'école communale. Ma découverte, progressivement, c'est qu'on ne faisait pas tous partie de la même histoire, et cela a pris au moins dix ans dans ma tête pour se décanter.

Votre foi était-elle naïve ou vous a-t-on menti sur la révolution et ses objectifs ?

J'étais naïf. J'avais 17 ans. Je voulais sincèrement changer le monde et la société. Mais il y avait aussi en face

de moi les habitués, les experts, les manipulateurs des codes et des postures traditionnelles. Pour être clair, l'Organisation communiste internationaliste [OCI], mon mouvement, était à la fois dans l'engagement révolutionnaire radical et lié à Force ouvrière. Je ne voyais pas clairement comment cela était possible. Je n'ai découvert qu'après que des passerelles pouvaient exister. Tout comme j'étais persuadé que François Mitterrand incarnait la gauche. Il avait les accents de Jaurès et de Robespierre. En face, déjà à l'époque, il y avait aussi ce qui allait devenir la deuxième gauche, celle de Michel Rocard mais qui était considérée comme une partie de la droite. Cela me paraissait évident. Et quand on réalise tout cela bien plus tard, cela suscite une forme de chagrin politique, des regrets.

Dans le même temps, l'OCI était un peu comme une secte. Vous écrivez dans votre livre que c'était comme un cocon où l'on se sentait bien...

Oui, il y avait chez mes camarades une soif de pureté, de radicalité et de sectarisme. C'est l'aspect le plus occulté de Mai 68. On parle souvent de l'esprit ludique, festif, presque hippie de cette époque mais on oublie qu'il y avait des dizaines de milliers de jeunes qui sont entrés et sortis de 68 avec un esprit extrême-

ment dogmatique. On ne peut pas oublier par ailleurs que la tentation du terrorisme était également forte. Pourquoi le dissimuler ? Il y a eu, entre 1968 et 1973, une montée de la radicalité en France qui était réelle. Une autre gauche se dessine alors avec l'arrivée de Rocard au PS, qui coïncide avec les mouvements du Larzac, de Lip, des luttes féministes, des revendications pour l'autogestion, l'écologie politique : c'était une autre gauche. Qui s'éloignait de la gauche violente de la nuit des barricades du 10 mai 1968, beaucoup plus virile et excluante. Le débat démocratique, on n'en parlait que de façon très abstraite.

Comment pouviez-vous alors désirer « changer la vie » tout en faisant de l'entrisme dans les appareils ?

À la fin des années 1970, on avait en tête le modèle de Lula au Brésil. Au début du libéralisme triomphant avec Thatcher et Reagan, la victoire de la gauche en France signait paradoxalement la fin de Mai 68. Mais on se disait alors que le meilleur moyen de contrer les néolibéraux anglo-saxons, c'était de s'inspirer de la gauche latino-américaine de Lula. C'était un compagnon de route des trotskistes qui venait de créer le Parti des travailleurs en rassemblant toute la gauche autour de lui.

En 1984, vous rencontrez François Mitterrand à l'Élysée. Quel était l'objectif ?

L'idée était de construire une tendance de gauche au sein du PS, comme au Brésil. C'était aussi son idée. Il nous propose à nous, jeunes de l'OCI, d'entrer au PS. Et il fait la même chose avec Harlem Désir et Julien Dray, un ancien de la Ligue qui dirige SOS Racisme, de l'autre côté. Mais ça, on ne le savait pas à ce moment-là.

Entrer au PS, c'était prendre le risque de devenir un professionnel de la politique...

Nous avons appris qu'il y avait deux choses distinctes en politique : la conquête du pouvoir et son exercice. Entre 1968 et 1981, on ne s'est jamais posé la question de l'exercice du pouvoir. Dans notre esprit, après 1981, on déléguaient le pouvoir de gouverner la société à l'appareil que l'on avait aidé à gagner. C'est un paradoxe qu'il faut assumer. Et beaucoup d'entre nous ont alors quitté la politique pour ne pas se mêler à ceux qui se compromettent ou trahissent la cause en allant gouverner. De ce point de vue, nous n'avons pas totalement tort. C'est avec l'arrivée de la gauche au pouvoir que la politique s'est professionnalisée, avec tous les avantages matériels liés aux fonctions électives.

Entretien

de 68 a été occultée »

D'où votre choix de préférer le contre-pouvoir au pouvoir...

Oui, comme beaucoup d'entre nous qui sont devenus artistes, chercheurs ou journalistes, par exemple. D'autres ont abandonné tout rapport à la politique en choisissant le monde de l'entreprise. Mais qu'on le veuille ou non, les meilleurs de notre génération sont passés par le militantisme des années 1970. Tous, nous avons une volonté d'engagement citoyen et d'ouverture au monde. Mais il faut avoir aussi une pensée pour ceux dont on n'a jamais évoqué le sort, ceux qui ont tout quitté, se sont mis à l'écart, sont entrés en dépression ou se sont suicidés par désespoir.

Vous n'avez donc aucun regret de ne pas avoir choisi l'accès au pouvoir pour gouverner, comme Michel Rocard ?

Si, bien sûr, un peu. Nous, on a rallié Mitterrand parce qu'il apparaissait comme le plus fort et le plus décidé au changement. Mais a posteriori, bien sûr que j'aurais dû m'engager au côté d'un homme comme Rocard qui incarnait davantage l'idée que je me faisais de la politique. Je reste aujourd'hui très engagé sur cette notion de préservation morale dans l'exercice du pouvoir. Et mon travail sur l'Algérie m'a beaucoup aidé à y voir plus clair. Mendès et Rocard étaient bien plus proches de ma conception des choses. Ils avaient démissionné du gouvernement et de la fonction publique pour être en accord avec leur philosophie de la décolonisation. Rocard avait cofondé le PSA avec Alain Savary, qui lui-même avait démissionné lorsque le gouvernement français avait détourné, en 1956, l'avion des chefs du FLN.

Et pourtant, vous écrivez que vous n'aviez peur de rien à l'époque...

C'est vrai. On était là pour défier l'État et même... le détruire. On était incroyablement désinvoltes, déterminés, sans être traversés par le doute. On défiait les profs dans les amphes et les flics dans la rue. Mais cette assurance, cet esprit de défiance a fortement aidé à décrire la société française, qui était incroyablement corsetée, autoritaire, paternaliste. Les enfants n'avaient pas le droit de parler à table, chez les ouvriers comme chez les bourgeois. Quand certains essayistes disent que la France « c'était mieux avant », cela dépasse l'entendement.

En choisissant le contre-pouvoir plutôt que le pouvoir, qu'avez-vous gagné en indépendance, en recul pour pouvoir juger ce que la gauche a fait depuis 1981 ?

Quand je rencontre François Mitterrand, une première fois à l'Élysée en 1984, je suis déjà enseignant à la fac. J'ai un salaire, je ne suis plus un permanent politique, je peux être un homme libre. D'autres, comme Jean-Christophe Cambadélis, Julien Dray ou Jean-Luc Mélenchon, se positionnent dans des logiques d'appareil au sein du PS. Pas moi. Mais en même temps, par rapport au pouvoir, j'étais dans le confort

de ne pas « faire ». Je restais un peu dans l'esprit de Mai 68 qui consistait à changer la société par le bas plutôt que par le haut. En tant qu'individu, je le vivais comme une forme d'utopie continuée. Mais quand je regarde ma vie, je ne regrette pas cette attitude. J'ai pesé sur les choses, non par l'activisme politique, mais dans le rapport à l'écriture de l'Histoire, par exemple, dans le travail accompli pour la réconciliation des mémoires de la guerre d'Algérie, dans la création de passerelles républicaines entre communautés musulmane et juive. Pour moi, à long terme, cela me paraît plus important qu'un engagement d'appareil.

Dans le même temps, la plupart de vos choix de vie dans les années 1990 ont été dictés par votre vie intime, la mort de votre fille, par exemple...

La mort de ma fille à l'âge de 12 ans, victime d'un cancer, a coïncidé avec la montée de l'islam politique et une spirale de la violence meurtrière en Algérie. J'ai également fait une crise cardiaque à cette époque. J'ai été menacé de mort par le GIA et j'ai dû me réfugier dans un premier temps au Vietnam. Mais en revenant en France quelques années plus tard, je n'ai pas lâché le travail de recherche important sur la guerre d'Algérie ni ma volonté de faire en sorte que juifs et musulmans se connaissent et se comprennent mieux.

Avec ce recul supplémentaire, diriez-vous que, de Mitterrand à Macron en passant par Jospin et Hollande, la gauche au pouvoir a trahi « le peuple de gauche » ?

Mon chagrin, ma peine, est à la hauteur de l'exaltation et des espoirs que j'ai pu ressentir dans ma jeunesse au sein de cette famille. Mais la gauche ne peut pas s'effacer non plus. Elle fait partie du patrimoine de la France avec la Révolution, 1848, la Commune, le Front populaire, la Résistance, la décolonisation. Ces périodes politiques ont fabriqué l'identité nationale de la même façon que la monarchie, l'Empire, Vichy et l'Algérie française pour la droite. Cette dualité de la France, entre hostilité et hospitalité, me renvoie à ma propre histoire de petit juif d'Algérie né à Constantine, si fier d'avoir été élevé dans l'amour de la République. Mais la gauche n'a sans doute pas su s'adapter à un monde qui a considérablement changé ces trente dernières années.

Est-ce que la gauche, aujourd'hui, ce n'est pas tout simplement Mélenchon ?

Il incarne une partie importante de la gauche, celle qui est jacobine et centralisée. Mais Hamon aussi représente la gauche, avec un projet intéressant qui essaie de concilier précisément le passé et les contraintes de l'avenir. Le

problème, c'est que tous les deux ont vécu trop longtemps dans les appareils. Ils n'ont peut-être pas vu ni compris les changements profonds qui ont traversé la société ces dernières années.

Macron est le successeur d'un François Hollande à qui on reproche de ne pas avoir gouverné – ou pas suffisamment – à gauche, comme l'ont illustré les « frondeurs »

François Hollande a essayé. Mais il n'avait pas d'outil politique en main pour transformer la société par l'action gouvernementale. Le sol s'est dérobé sous ses pieds. De Gaulle et Pompidou avaient

eu l'UDR ; Giscard, l'UDF ; Mitterrand, le PS ; Chirac et Sarkozy, l'UMP. Mais Hollande avait un PS défait, en errance, avant même de pouvoir diriger le pays. Pas uniquement à cause des frondeurs, mais à cause de la fatigue de l'exercice du pouvoir entre 1981 et 2002, avec ses experts, ses notables, la lourdeur et les pesanteurs de ses traditions bureaucratiques. En fait, la gauche a été frappée de plein fouet par les mouvements nouveaux de société et la révolution numérique qui change

tout : le travail, le loisir, les médias, l'école. Mais pas les syndicats ni les partis politiques et encore moins le PS, toujours sous influence d'une idéologie fondée sur la transformation des moyens de production, posée comme un dogme. Il est vrai qu'Emmanuel Macron a percuté sur ces thèmes nouveaux, surtout après les campagnes de Barack Obama en 2008 et en 2012.

Pour vous, Macron est-il de gauche ?

Il a une démarche de gauche, par certaines de ses positions, que la gauche traditionnelle ne veut pas lui reconnaître. Que ce soit dans son rapport à l'histoire coloniale, aux immigrés ou à la place de l'islam et des religions dans la société. En fait, il appartient à la mouvance des catholiques de gauche, plus dans la lignée intellectuelle de la revue *Esprit* que dans celle de *Témoignage chrétien*. Il assume une forme d'héritage de cette gauche rocardienne et deloriste que François Hollande n'a pas vraiment assumé.

En quoi le printemps social auquel on assiste aujourd'hui avec une « convergence des luttes », vous rappelle Mai 68 ?

Je ne crois pas que nous sommes dans la même situation qu'en 1968. Même si les revendications se ressemblent parfois, notamment celle contre la sélection dans les facs, les jeunes d'aujourd'hui vivent dans une société de 5 millions de chômeurs

qui est beaucoup moins politisée qu'il y a cinquante ans. La gauche est beaucoup plus faible aussi. Mai 68 avait effacé les différences d'origine sociale, mais aujourd'hui les jeunesses sont beaucoup plus divisées et segmentées. Entre un jeune de banlieue qui va trouver son salut grâce à Uber et un étudiant en sociologie à la fac, il y a un fossé. Reste que nous vivons des moments plus imprévisibles aussi, notamment avec une extrême droite qui a retrouvé toute sa vigueur dans une logique de revanche et de haine. Mais les mots d'ordre simplistes ne nous permettront pas de réduire les fractures sociales. Cinquante ans après Mai 68, les manifs ne parlent plus de la même manière au pays. ●

PROPOS RECUEILLIS
PAR FRANÇOIS CLEMENCEAU



MAI 68, C'ÉTAIT IL Y A 50 ANS. LE MONDE RESTE À RÉINVENTER. PENSONS AUTREMENT!

UNE JOURNÉE DE RENCONTRES ET D'ÉCHANGES AVEC DES ARTISTES ET DES PENSEURS DÉCAPANTS.

**TÉLÉRAMA
OCCUPE**

**LE VENDREDI
4 MAI/PARIS 9^E**

**PLUS D'INFOS
SUR TELERAMA.FR**

JACQUES-

**ENTRÉE LIBRE SUR
RÉSERVATION:
DEBATS@TELERAMA.FR**

**LE LYCÉE
DÉCOUR**

AVEC LE SOUTIEN DU GROUPE ARTEMIS